

Plaidoyer pour le livre et la lecture ¶

Paris, le 27 octobre 2026

Note d'information aux journalistes

Plaidoyer pour le livre et la lecture

La lecture est bien commun essentiel, un levier d'émancipation et de santé publique : elle mérite une politique publique à la hauteur des enjeux sociaux, démocratiques et culturels. En 2026, l'Etat a réduit de 25% ses crédits alloués aux librairies, maisons d'édition, manifestations littéraires, bibliothèques ou encore aux structures de coopération, médiation et développement de la lecture. Le projet de loi de finances pour 2027 entérine ces baisses historiques. Face à cette situation très préoccupante, près de 60 organisations réunies au sein du collectif [Plaidoyer pour le livre et la lecture](#) se mobilisent à partir du 27 octobre 2026 pour défendre une politique publique ambitieuse de soutien aux livres et à la lecture.



Visuel 1



Visuel 2 - sous embargo
jusqu'au 3/11/2026



Visuel 3 - sous embargo
jusqu'au 10/11/2026

Contact presse

Pascale Hayter - 06 83 55 97 91
pascale.hayter@lagencerup.fr

Pour suivre la campagne : [#SauvonsLaLecture](#)

<http://plaidoyerlivrelecture.fr>

— SOMMAIRE

1. Le livre et la lecture : un double enjeu, sectoriel et sociétal
2. Le collectif *Plaidoyer pour le livre et la lecture* entre en campagne le 27 octobre 2026
3. Les Français et la lecture : chiffres clés
4. Une baisse “minime” pour l’État mais un “impact considérable” pour le secteur du livre et de la lecture
5. Le livre et la lecture : un enjeu de société “essentiel” qui nécessite un budget à la hauteur
6. Le collectif *Plaidoyer pour le livre et la lecture* en bref

1. Le livre et la lecture : un double enjeu, sectoriel et sociétal

En 2026, le gouvernement a baissé ses aides directes aux métiers du livre et de la lecture de 25%. Hors les établissements publics, ces dépenses d’intervention sont en effet passées de 23,2 millions d’euros en 2025 à 17,4 millions d’euros en 2026. Le projet de loi de finances pour 2027 entérine cette baisse historique.

La baisse des financements publics consacrés au livre et à la lecture met en danger celles et ceux — maisons d’édition, librairies, bibliothèques, associations, manifestations littéraires et structures de coopération, médiation ou développement de la lecture — qui permettent aux citoyennes et citoyens un accès diversifié au livre, à la lecture et à la circulation des récits, sous toutes leurs formes et dans tous les territoires.

Mais au-delà, cette baisse touche à un sujet de beaucoup plus fondamental : notre capacité individuelle et collective à accéder aux savoirs, à nous ouvrir sur le monde, à exercer notre esprit critique et à confronter les points de vue.

Face aux dangers des écrans, à la dématérialisation des relations, à l’isolement et à la détérioration de la santé mentale des jeunes générations, aux risques qui pèsent sur la pensée critique et la liberté d’expression, les livres et la lecture sont des leviers d’émancipation, créent des liens, des espoirs et des respirations, de la réflexion et du plaisir.

Or, que se passe-t-il lorsque l’on cesse de financer ce qui permet à une société de se cultiver, de comprendre, de penser et de débattre ? Et surtout lorsque l’on sait que le budget consacré au livre et à la lecture représente le secteur culturel **le moins coûteux pour l’État** alors qu’il est par ailleurs le **premier en termes de chiffre d’affaires**.

2. Le collectif *Plaidoyer pour le livre et la lecture* entre en campagne le **27 octobre 2026**

Alors que la baisse de la lecture s'est imposée comme un **enjeu de société et de santé publique majeur**, le collectif *Plaidoyer pour le livre et la lecture*, qui rassemble près de 60 organisations représentatives des différents métiers du secteur, se mobilise pour que le projet de loi de finances pour 2027 puisse revenir sur les arbitrages qui ont conduit à une baisse historique de 25% du soutien de l'Etat aux acteurs du livre et à lecture entre 2025 et 2026, et de 30% du soutien à la participation à la vie culturelle et à l'éducation artistique et culturelle depuis 2024.

Il demande :

- Une **politique nationale volontariste et interministérielle** en faveur du livre et de la lecture.
- Des **budgets à la hauteur des enjeux**, pour l'État comme pour les collectivités territoriales, afin d'enrayer le déclin de la lecture au vu de son impact sociétal.
- Un **soutien réaffirmé à l'ensemble des acteurs et métiers du livre**, notamment par le renforcement des moyens alloués au Centre national du livre et aux dispositifs de démocratisation.

Les échanges du collectif avec le Ministère de la Culture se heurtent au seul argument de nécessaires réductions du budget : l'État n'a plus d'argent. Les acteurs sont invités à mobiliser le mécénat, les plateformes de vente en ligne sont désignées comme des solutions alternatives. **Mais la lecture n'est-elle pas l'une des politiques publiques culturelles les plus fondamentales du pays, à la base de notre société et de notre façon de vivre ensemble ?**

Plus largement, ne parle-t-on pas d'un enjeu sociétal majeur qui cristallise toutes les inquiétudes, jusqu'à celles du président de la République, qui a déclaré la lecture **Grande Cause nationale en 2022** ? Une inquiétude renforcée, à juste titre, après la publication par l'Élysée d'un autre rapport consacré à l'impact des écrans sur la santé mentale des jeunes. Santé Publique France vient également tout juste de publier un [dossier](#) sur ce sujet. **La lecture serait donc une « cause d'utilité culturelle essentielle » pour laquelle on réduirait drastiquement les crédits ?**

Avec ses 60 organisations des filières du livre et de la lecture, ce sont des milliers d'auteurs, maisons d'édition, librairies, bibliothèques, associations, festivals qui se mobilisent, au cœur des territoires, forts du soutien des lectrices et lecteurs et de toutes celles et ceux qui pensent que le livre et la lecture ne peuvent pas être sacrifiés sur l'autel de logiques comptables qu'il faudra ensuite rattraper.

3. Les Français et la lecture : chiffres clés

- **1 Français sur 6 n'a lu aucun livre en 2025¹**. C'est le taux de non-lecteurs le plus élevé observé sur les dix dernières années.
- Les résultats de 2025² comptent parmi les plus faibles jamais obtenus au test PISA en France dans l'ensemble des trois domaines d'évaluation, et sont nettement inférieurs à ceux obtenus dix ans auparavant, lors du PISA 2015.
La compréhension de l'écrit à l'école a chuté de 8 % depuis 2018.
- **13 %³** des jeunes présentent des difficultés sévères de lecture ou sont en situation d'illettrisme
- Les Français passent **6,3 fois plus de temps** sur les écrans qu'à lire des livres, et parmi eux les jeunes y passent **10 fois plus de temps⁴**
- **28%⁵** des Français ne dépassent pas le niveau 1 de lecture = comprendre des phrases courtes et simples

4. Une baisse "minime" pour l'État mais un "impact considérable" pour le secteur du livre et de la lecture

Le budget du ministère de la Culture (8 milliards d'euros) représente **0,9%** du budget de l'État. Au sein de ce budget, le secteur du livre représente **3,9%** (319 millions d'euros) intégrant les dépenses des établissements nationaux (BnF, BPI, Maison du dessin de presse, CNL) totalisant 288 millions d'euros, soit 90% du budget Livre.

Les aides directes de l'État aux librairies, maisons d'édition, manifestations littéraires, bibliothèques ou encore aux structures régionales pour le livre sont de l'ordre de 17 millions d'euros, soit **0,21%** du budget du ministère de la Culture.

¹ (source : *séries longues de chiffres clés du secteur du livre, ministère de la Culture*)

² (source : *résultats PISA 2025 parus en septembre 2026* :

https://www.oecd.org/fr/publications/resultats-du-pisa-2025-volume-i_5a2c9236-fr/france_9840dc6b-fr.html)

³ (source : Journée défense et citoyenneté (JDC) 2024, Hugo Giraudeau-Barthet, Note d'information du ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche n°25.57, Octobre 2025. En 2024, le test d'évaluation de la lecture réalisé au cours de la JDC a concerné 843 500 jeunes âgés de 16 à 18 ans et de nationalité française (soit 48 700 participants de plus qu'en 2023). La plupart étaient âgés de 17 et 18 ans (respectivement 54 % et 35 %).

⁴ (source : *Les Français et la lecture en 2025, Les jeunes Français et la lecture en 2026, Centre national du Livre*)

⁵ (source : *Evaluation 2024 des compétences en littératie (la pratique de lire et d'écrire dans la vie quotidienne) de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)*. Chiffre cité dans l'article du Monde de Valentine Faure du 13 juin 2026 : « Le déclin de la lecture face à l'avènement des écrans marque-t-il la fin de l'ère démocratique ? »)

Ces aides ont chuté de 25% entre 2025 et 2026, représentant une économie minimale pour l'Etat, et un impact considérable pour les acteurs et actrices mobilisés autour du livre et de la lecture.

Le Centre national du Livre (CNL), qui soutient financièrement la filière du livre, a vu son budget diminuer de **22 %** en deux ans. Aujourd'hui, son existence même est menacée par une proposition de loi.

Un impact amplifié par la baisse des crédits liés à la démocratisation culturelle. Le ministère de la Culture intervient également à travers ses missions de démocratisation culturelle, notamment autour d'actions favorisant le livre et la lecture et en mettant en place des dispositifs contractuels avec les collectivités territoriales autour de la lecture et en faveur de publics spécifiques (contrats territoire lecture, contrats départementaux lecture...). Ces crédits viennent nourrir les actions des acteurs du livre et de la lecture en direction des publics.

Ces lignes affectées à la démocratisation culturelle ont également connu une baisse conséquente, de **30%** entre 2024 et 2026. Face aux enjeux multiples de la lecture, un budget 2027 venant entériner ces baisses n'est pas acceptable.

5. Le livre et la lecture : un enjeu de société "essentiel" qui nécessite un budget à la hauteur

- Avec l'érosion de l'écosystème du livre, nous assistons à la destruction à bas bruit non seulement d'emplois, de toute une chaîne de valeur, mais surtout, pour l'ensemble des citoyens et citoyennes, d'un bien commun, la lecture, outil d'émancipation qui fonde notre civilisation.
- En ciblant l'action culturelle, on frappe la société très largement, bien au-delà des seules filières du livre et de la lecture. On frappe les jeunes et les plus fragiles. On frappe les structures sociales et d'éducation populaire. On frappe celles et ceux qui interviennent et font vivre le livre et la lecture, dans les écoles, les hôpitaux et les prisons, dans l'espace public et dans les cœurs, et qui participent à une République vivante, inclusive, éclairée.
- En diminuant les soutiens à la création, à la librairie, à la bibliothèque, on affaiblit tout un réseau d'acteurs et d'actrices mobilisé·es au quotidien pour donner vie à la lecture dans nos territoires, et pour garantir la diversité éditoriale.

Garantir un accès à une offre de lecture diversifiée, c'est préserver un puissant levier pour :

- **La réussite scolaire** : préserver la place du livre à l'école et à la maison, c'est agir pour une meilleure capacité de concentration des élèves, pour la richesse du langage de nos jeunes, pour enrichir leur compréhension du monde.
- **La santé mentale** : renforcer la place du livre dans nos vies, c'est agir pour réduire celle que nous donnons à nos écrans. C'est ouvrir davantage nos imaginaires, quand les réseaux les réduisent.
- **L'émancipation** : garantir la diversité de l'offre de lecture, c'est empêcher que seuls les plus puissants imposent leurs idées. Il est nécessaire de laisser une place aux récits qui nous aident à comprendre le monde dans lequel nous vivons, et à imaginer celui de demain.
- **L'inclusion et l'égalité des chances** : garantir à chacune et chacun, à tout âge et sur l'ensemble des territoires ruraux comme urbains, un accès aux livres et à la lecture, c'est contribuer à bâtir une société plus ouverte, équitable et solidaire.

6. Une campagne portée par le collectif *Plaidoyer pour le livre et la lecture*

Le collectif ***Plaidoyer pour le livre et la lecture*** réunit près de 60 organisations de la filière du livre et de la lecture.

La plupart d'entre elles s'étaient déjà mobilisées en décembre 2025 à l'occasion de la publication d'[une tribune](#) dans le journal *Le Monde*. Les premières informations sur les perspectives budgétaires 2027 et les échos des discussions parlementaires les ont conduites à se réunir en juillet 2026, et à s'engager en faveur d'un plaidoyer pour le livre et la lecture. D'autres organisations ont souhaité les rejoindre.

Positionnées à l'échelle nationale ou régionale, en métropole et outre-mer, elles rassemblent des acteurs et des actrices de l'interprofession du livre et de la lecture, dans une démarche inédite : auteurs et autrices, maisons d'édition, librairies, bibliothèques, manifestations littéraires, lieux de résidences... Associations, syndicats, organismes de gestion collective... Toutes savent l'urgence de se rassembler et d'interpeller l'Etat, les collectivités territoriales et les élu·es d'aujourd'hui et de demain.

En savoir plus : <http://plaidoyerlivrelecture.fr>